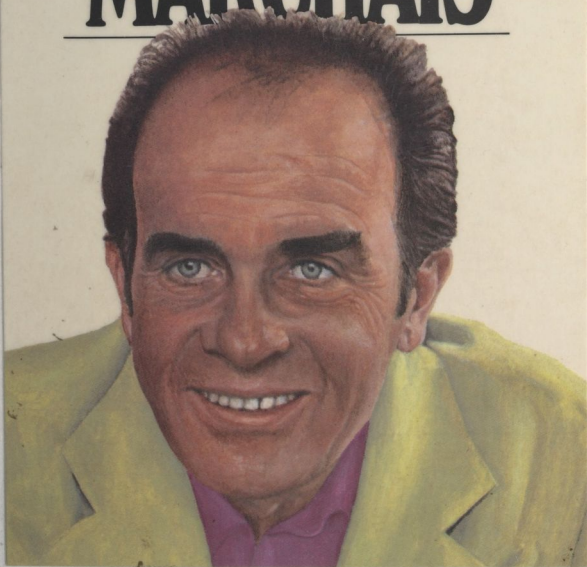


Nicolas Tandler

**L'IMPOSSIBLE
BIOGRAPHIE
DE GEORGES
MARCHAIS**



NICOLAS TANDIET

69

t=22

L'IMPOSSIBLE BIOGRAPHIE

DE

L'IMPOSSIBLE BIOGRAPHIE

DE

GEORGES MARCHAIS

Ln⁹⁴

2873

EDITIONS ALBATROS

14, rue de l'Amérique - Paris 13^e

63
5-82

L'IMPOSSIBLE BIOGRAPHIE
DE
GEORGES MARCHAIS

PL 7
02872

DL-13.02-1980-03414

NICOLAS TANDLER

L'IMPOSSIBLE BIOGRAPHIE
DE
GEORGES MARCHAIS



EDITIONS ALBATROS

© Editions Albatros - Paris 1980

Introduction

UNE BIOGRAPHIE EN QUETE DE SECRETAIRE GENERAL

Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F. depuis 1972, vedette permanente de la radio, télévision française, politicien connu de tous dans son pays, et dont le nom devient d'année en année plus familier à l'étranger, ne possède ni biographe, ni biographie. Cette absence peut sembler sans grande importance. L'activité de Georges Marchais ne se déroule-t-elle pas depuis fort longtemps sous nos yeux, étalée à la première page des journaux et sur le petit écran ? Sa vie ne se confond-elle pas avec le fonctionnement quotidien de son parti ? Elle prend une toute autre dimension quand on la rapproche d'un certain nombre de faits bien connus, si connus, si publics qu'on finit, précisément parce qu'ils sont pour ainsi dire sous notre nez, par ne plus les voir.

Depuis la fin des années cinquante, les autobiographies, souvenirs, mémoires, d'anciens responsables du P.C., dirigeants émérites et âgés, situés aussi bien aux échelons les plus modestes qu'à des postes plus en vue, ont commencé à fleurir, tantôt publiées par les maisons d'éditions du parti, tantôt par celles qualifiées de « bourgeoises » dans *l'Humanité* (du moins quand elles ont l'heur de faire paraître des œuvres qui lui déplaisent). Ainsi vit-on recommander aux lecteurs, militants ou non, les souvenirs de Fernand Grenier, ancien ministre et ex-membre du Bureau politique intitulé : « *C'était ainsi...* »,

souvenirs portant sur la période 1940-1945 et publiés aux Editions Sociales (entreprise du P.C.) en avril 1959, ceux d'Etienne Fajon, directeur de *l'Humanité* de 1958 à 1974, au titre volontairement provocateur : « *Ma vie s'appelle liberté* », mis sur le marché par Robert Laffont en mars 1976, et qui couvraient un « demi-siècle » d'action militante. Il y eut les mémoires de Jacques Duclos, en plusieurs tomes (plus de 3 000 pages en tout !), enfilade de citations interminables parsemées de rares évocations personnelles diffusées par Fayard entre juillet 1968 et mars 1973.

Parmi de bien plus modestes « lutteurs », selon l'expression communiste, voici Robert Francotte et sa « *Vie de militant communiste* », parue chez Roger Maria Editeur (Le Pavillon) en juin 1973. Ce mémorialiste n'ayant guère atteint qu'aux fonctions de responsable local sur le 14^e Arrondissement parisien, ce qui est sans commune mesure avec celles d'un Duclos ou d'un Grenier, on voit que le genre autobiographique s'était démocratisé au P.C.F. Fini le temps où seul Thorez, par hommes de plume interposés, s'y livrait pour l'édification du parti. Au demeurant, les Editions Sociales (celles du P.C.F.), ont réservé une collection entière aux récits de « témoins »⁽¹⁾ communistes (surtout consacrés à la dernière guerre), de rang parfois modeste, mais de fidélité inébranlable.

On peut parler à ce sujet d'une généralisation de la diffusion vers l'ensemble de l'opinion, et non pas à seul usage interne, de témoignages militants rédigés souvent avec peine, comme le reconnaît Fajon (« ... relisant parfois ce qu'il m'a été donné d'écrire au long de ma vie, je m'aperçois que je ne me suis presque jamais exprimé à la première personne du singulier : nous estimons... le Parti propose... le Congrès a décidé... »).

Cette pratique a d'abord été une réponse à la critique du culte de la personnalité. Pour montrer que celui-ci n'existait pas dans le P.C.F., Thorez a fait publier dans *l'Humanité* de 1956 les souvenirs d'une quinzaine de militants. Puis systématisée et généralisée selon les concepts d'efficacité propres au P.C., cette

(1) Collection « Souvenirs », réunissant des évocations faites par Virgile Barel, Florimond Bonte, Léo Figuères, André Tollet, parmi les plus connus.

pratique correspondait à la nécessité de répondre sur le même terrain, fortement émotionnel et plus démonstratif à plusieurs livres d'anciens communistes en rupture de stalinisme. Il suffira de rappeler l'extraordinaire « *Sans patrie ni frontières* » de Jan Valtin ou « *J'ai choisi la liberté* » de Kravchenko : ces deux tranches de communisme vécu excitèrent tout particulièrement la haine des staliniens français. Quoi qu'il en soit, la forme autobiographique, plus susceptible de toucher le cœur en plus de l'esprit, ne pouvait pas être abandonnée aux adversaires du marxisme-léninisme, et vers la fin des années cinquante, quand on put être assuré que, pour une période sans doute assez longue, les purges massives en U.R.S.S., avec leurs inévitables répercussions chez les partis frères, qui rendaient les ouvrages de mémoires pratiquement impubliables, appartenaient à un certain passé, la publication de ce genre fut tentée d'abord timidement, puis sur une plus grande échelle au début des années soixante-dix.

Elle fut étendue aux cadres du P.C. pas seulement en fin de carrière – tel Grenier, Fajon, Duclos – mais aussi à ceux en pleine ascension : ainsi Gustave Ansart se raconte-t-il dans : « *De l'usine à l'Assemblée nationale* » (Editions Sociales – avril 1977) sur 249 pages, alors qu'à 54 ans, la voie des honneurs ne fait que s'ouvrir pour lui derrière son secrétaire général. Mieux qu'Ansart : Georges Séguy, membre lui aussi du Bureau politique du P.C., et secrétaire général de la C.G.T., a présenté aux foules syndicales et autres, son chemin de l'école toulousaine aux sommets du pouvoir d'appareil, dans « *Lutter* » (Editions Stock – 1975).

Evidemment, l'autobiographie a ses limites et ses pièges, et ceux qui n'ont pas la rigueur d'un Fajon ou la ruse d'un Duclos trahissent d'eux-mêmes (voire des autres) plus qu'il n'en faudrait, en dépit des vigilants camarades qui n'ont pas manqué de les aider au cours de leur rédaction. Les omissions révélatrices, pour qui se livre au travail pénible et souvent malaisé – de la confrontation des faits et des textes – achèvent de mettre plus de lumière là où le parti souhaite un coin d'ombre.

Gustave Ansart, en donne un bel exemple : il s'étend sur les

années décisives pour lui de 1955 et 1956, en omettant le « fait d'armes » d'Hénin-Liétard, où il participa, en tant que responsable, à l'agression au cours de laquelle l'ancien secrétaire du P.C., Auguste Lecœur, fut gravement blessé. Cependant, en dépit des inévitables inconvénients, la direction du P.C.F. ne peut renoncer à un genre littéraire qui doit contribuer à redresser l'image, trop répandue à son gré, de « *notre Parti fabriquée par ses adversaires : une organisation d'hommes et de femmes dépersonnalisés, tous coulés dans le même moule* » (2). A vrai dire, comme souvent, les communistes renversent ici les faits : ce sont eux qui ont imposé cette vision d'eux-mêmes, et sûrement pas leurs adversaires, constamment préoccupés de fournir des dirigeants du P.C. des portraits hauts en couleur, et de rechercher des traits de caractère les différenciant, qui n'existent le plus souvent que dans l'imagination des chroniqueurs et des échetiers chargés de rendre compte des activités communistes. En tout cas, dans les ouvrages de souvenirs, s'incorporent les traditions du P.C. sous forme de destins vécus dans un cadre particulier. Comme Fajon en donne l'exemple : « *C'est une histoire vivante, car elle se dessine dans la trame de l'histoire d'un homme, un jeune instituteur du Languedoc, devenu l'un des tout premiers dirigeants de son parti.* » Cette belle formule est signée Georges Marchais, en guise de préface au livre de l'ex-instituteur, qu'il débarrassera d'ailleurs trois ans plus tard de ses responsabilités au Bureau politique. Le secrétaire général, qui a déjà mis son nom en tête de deux volumes : *Le Défi démocratique* et *Parlons franchement*, n'a pas jugé utile d'évoquer son itinéraire de l'usine aux assemblées nationale et européenne, en un texte qui aurait été à coup sûr un succès de librairie et de propagande pour son parti.

Le secrétaire général, en publiant ses souvenirs, donc ceux du P.C. « dans la trame d'un homme » donnerait ainsi les armes les meilleures à ses militants confrontés à un double reproche : « *Tantôt on nous reproche de pratiquer le culte de la personnalité, de valoriser le rôle des "chefs", tantôt on nous*

(2) Fajon, *op. cit.*, p. 8.

reproche de nier le rôle de l'individu, de noyer la personnalité de chacun dans une espèce de culte de la masse ⁽³⁾ ». A ces « accusations » qualifiées de « contradictions permanentes » – alors qu'en fait, elles sont complémentaires – le culte du chef chez les communistes résultent directement de la dépersonnalisation des militants.

A part quelques éléments concédés en plaidoyer pro-domo à des auteurs hors-parti en 1974, et dont l'examen est entrepris ici plus loin, le secrétaire général, n'a pas d'autobiographie.

Il ne possède pas non plus, et c'est surprenant, de biographie. Le troisième secrétaire général du P.C.F., assume depuis *sept années* la charge suprême de son parti en titre, puisqu'il a été « nommé » à son poste au XX^e Congrès, en décembre 1972. En réalité, il l'assumait depuis 1970, où le XIX^e Congrès l'avait vu accéder à la fonction de secrétaire général adjoint, adjoint sans supérieur, puisque celui-ci – Waldeck Rochet – était empêché par une grave maladie qui l'avait frappé l'année d'avant et dont il ne s'est jamais remis. Neuf années à la tête du P.C.F. n'ont suscité à Georges Marchais aucun biographe au sein du parti. Maurice Thorez a disposé du récit de sa vie moins de deux années – à l'automne 1937 – après être devenu secrétaire général du P.C.F. en janvier 1936, et l'a fait immédiatement diffuser sur la plus grande échelle. *Fils du peuple* – ainsi s'intitulait l'ouvrage – était censé être son œuvre. La démonstration ayant été faite – sans contestation de la part des communistes – qu'il s'agissait là d'une biographie, (au demeurant inexacte dès la première phrase), il convient de la considérer comme telle. *Fils du peuple* a été réédité en 1949 et en 1960, avec des modifications de circonstances. Georges Marchais a donc un retard de cinq années sur son prédécesseur : pourtant, les écrivains de renom ne manquent pas au parti, ni les historiens en mesure de lui fournir les matériaux nécessaires.

On objectera que, sans doute, le cheminement politique et personnel de Maurice Thorez n'offrait aucune difficulté

(3) G. ANSART, *op. cit.*, p. 233.

particulière et que le culte de la personnalité, calqué sur celui qui déferlait à Moscou à l'époque, régnait au P.C.F., ce qui ne serait plus le cas dans la France des années 70. Sur le premier point, quelques brefs rappels d'épisodes scabreux de la carrière de Thorez suffiront à montrer les obstacles à surmonter par les biographes : la période « trotskiste », puis sectaire, du *Fils du peuple*, sa désertion en 1939, la manière dont il rejoignit l'U.R.S.S., les aspects princiers de sa vie privée, son rôle dans l'affaire Marty-Tillon, l'influence dans la direction du parti de sa seconde épouse, et il ne s'agit pas ici d'une liste exhaustive. Tout ceci n'a pas empêché la parution de cette biographie ni ses rééditions successives remaniées selon les nécessités politiques nouvelles. Dès la première édition, la critique objective découvrait bien des arrangements de faits, ou de silences qui attireraient l'attention des lecteurs avertis, donnant lieu à de gênantes polémiques. Néanmoins, le risque fut pris.

Certes, le second secrétaire général du P.C.F., Waldeck Rochet, n'a pas eu de biographie, ni laissé de mémoires, et l'on rejoint l'autre objection concernant la fin du culte de la personnalité chez les communistes français, après la disparition de Staline, puis de Thorez. Pour ce qui est de Waldeck Rochet, sa nomination au secrétariat général devint effective sous la présidence de Maurice Thorez, en 1961 ; jusqu'en 1964, où Thorez mourut au mois d'août, une biographie de son successeur désigné, dont le lancement eut nécessairement dû revêtir un caractère massif, ne pouvait se concevoir. Il s'avéra ensuite que Waldeck Rochet, s'il était un communiste déterminé et fort habile, un tacticien conséquent tout entier possédé par le marxisme-léninisme, et le reproduisant avec sagacité et opiniâtreté, ne cherchait pas, vraisemblablement conscient de ses limites, et aussi des risques encourus, à s'imposer au P.C. comme l'un de ses chefs charismatiques, à qui l'organisation du parti confère sa légitimité et son pouvoir. Au P.C.F., au milieu de la décennie 60, Waldeck Rochet, encore dans l'ombre de Thorez, « l'homme d'Etat », avec à ses côtés les dirigeants historiques du parti dans la clandestinité, Benoît Frachon et Jacques Duclos, aurait été obligé de faire violence à ses tendances naturelles – un mélange d'efficacité

inflexible et sans scrupules, et d'un tempérament à la réserve quasi pathologique — pour réussir une opération dont la première étape eût été un heurt avec les ambitions latentes tapies au secrétariat et au Bureau politique. Waldeck Rochet passera dans l'histoire du P.C.F. comme l'intermédiaire entre Thorez et Marchais ; pendant cette période, c'est Jacques Duclos qui permettra au parti de satisfaire son besoin d'incarnation. Cette incarnation atteignait son point culminant au cours de la campagne présidentielle de 1969, où l'étalage de son amour-propre et son esprit de parti, indissolument confondus, passeront aux yeux des observateurs soi-disant avertis pour l'expression de la philosophie d'un Homme du Peuple.

L'évocation rapide qui vient d'être faite des dirigeants successifs du P.C.F. (exception faite de ceux, éphémères, de la première décennie du parti, les années vingt) ne suffit pas à mettre en valeur l'importance de la biographie pour un chef communiste. Il convient de prendre en compte la pratique de la chose dans les autres P.C. Qu'ils soient minuscules et traqués par la répression, ou gigantesques et installés au pouvoir, ils ont le même respect sans faille pour la personne de leur secrétaire général (ou premier secrétaire).

Mieux encore : peu importe leur orientation, prosoviétique, « eurocommuniste », isolationniste, maoïste, nationaliste, de Belgrade à La Havane, d'Hanoi à Bucarest, de Madrid à Helsinki, tous entourent leur chef, sinon d'un « culte », à tout le moins d'une grande vénération. Le récit de la vie du « dirigeant ouvrier » est un attribut essentiel de cette vénération. Les mouvements groupusculaires y consacrent des pages entières de leur périodique, légal ou clandestin, et lorsque la *Pravda* ou une revue d'un parti frère au pouvoir en reprend les grandes lignes, l'événement revêt une importance équivalente à celle du sacre d'un monarque par le souverain pontife en d'autres temps. Les P.C. gouvernants ne connaissent plus de freins. Brejnev n'a pas dédaigné de mettre lui-même la main à la pâte pour ce qui le concernait. D'autres, peut-être soucieux de rejeter sur l'auteur délégué à la tâche de leur rédiger une vie exemplaire les possibles interrogations et doutes quasi sacrilèges

que fait surgir tout récit trop parfait, se sont confiés à des littérateurs de métier, souvent talentueux. Staline n'a-t-il pas de son vivant trouvé hors des frontières de l'Union soviétique des biographes plus convaincants que les porte-plume du Kremlin ? (Ainsi le Britannique J. T. Murphy, auteur d'un *Staline* publié en français en 1945.) Le maître de l'Allemagne communiste, Erich Honecker, a peut-être médité cet exemple en confiant à Robert Maxwell, l'éditeur anglo-américain, président du Pergamon Press, la publication de son autobiographie en 1980. La tâche du secrétaire général des communistes de R.D.A. était particulièrement ardue : un de ses anciens compagnons à la direction de la Jeunesse communiste, passé à l'Ouest, Heinz Lippmann, avait révélé en 1971 les points scabreux de sa carrière en 271 pages, avec pour titre : *Portrait d'un successeur* (sous-entendu à Walter Ulbricht). Très gêné par l'existence d'un tel livre, Honecker, qui a des problèmes sur son passé valant ceux de G. Marchais quoique d'une autre nature, a choisi fort habilement un magnat de l'édition capitaliste, (de surcroît américain), pour lancer sa contre-attaque. Avec, il est vrai, neuf années de réflexion, d'autres diraient de « retard ».

Les chefs communistes moins prudents qu'Honecker, c'est-à-dire la quasi-totalité, se font offrir leur biographie dès que leur autorité sur le parti et l'Etat s'est affermie. Ils n'hésitent pas à faire profiter le monde entier de leur expérience de « guide sage », de « lutteur intrépide ». Comme il faut bien se limiter, évoquons simplement Kim Il Sung, dont la biographie a été rendue accessible aux foules françaises par Jeune Afrique Edition, en trois volumes. Précisons qu'il ne s'agit pas là uniquement d'un recueil de citations. A défaut de modestie, les lecteurs trouveront dans cette biographie un exemple parfait de la méthode d'écriture historique assimilant l'histoire d'un pays à celle d'un homme.

Une telle méthode a sûrement des adeptes au P.C.F. La volonté des historiens de l'ex-Institut Maurice-Thorez, rebaptisé à l'automne 1979 Institut de Recherches Marxistes, de prouver que leur parti est authentiquement issu du terreau national, et ne constitue pas un article d'importation germano-russe, devrait les inciter à réclamer et obtenir une biographie à la Kim Il Sung

pour Georges Marchais. Evidemment élaguée de ses aspects d'adulation orientale, une identification de l'ouvrier Marchais au destin national de 1920, son année de naissance et aussi celle de la création du P.C., à nos jours, s'harmoniserait très bien avec la mise en valeur des communistes français, les « meilleurs fils » du peuple de France.

Pourtant, en dépit des mémoires, souvenirs, auto - et biographies qui l'entourent chez ses subordonnés en France, ses partenaires à l'étranger, Georges Marchais demeure privé du récit exemplaire de sa destinée.

PREMIERES TENTATIVES

Il est étrange que Georges Marchais n'ait pas suscité de candidat parmi les membres de son parti ; il l'est encore plus, beaucoup plus que, la nature ayant horreur du vide, personne ailleurs ne se soit précipité pour combler la lacune. Comme Branko Lazitch et Jean-François Revel l'avaient remarqué dans leur étude dont il est question plus loin, on avait vu se multiplier, au cours de la période précédant les élections législatives de mars 1978, les ouvrages biographiques consacrés à des personnalités de divers horizons : Jacques Chirac, Raymond Barre, François Mitterrand, Valéry Giscard d'Estaing... Georges Marchais oublié. Depuis 1970, la fameuse « affaire Marchais » (qu'il nous faudra retracer bien qu'elle ne forme qu'un à-côté de l'objet étudié) a mis le parfum tenace du scandale sur la vie « préhistorique » du secrétaire général du P.C.F.

Six années plus tard, malgré la popularité extraordinaire du député du Val de Marne, gloire de la télévision nationale, aucune plume n'a retracé sous une forme durable et tant soit peu exhaustive les étapes de cette promotion sociale peu banale. Personne n'a voulu choisir la confrontation avec un thème certes ardu, mais prometteur. Qu'est-ce qui a bien pu faire reculer les directeurs de collection, les stratèges du marketing littéraire ?

Il convient sans doute d'écarter une première explication proposée par B. Lazitch et J.-F. Revel. Ils ont proposé l'excuse suivante, assez séduisante et de fort bon sens, pour les auteurs défaillants : « *Il est de fait, en tout cas, que la difficulté de trouver des sources est aussi grande au sujet de Georges Marchais et de son passé que s'il s'agissait, non pas d'un personnage présent chaque jour sur le devant de la scène politique, mais d'une figure qu'une antiquité reculée déroberait aux historiens.* »

En effet, c'est la première surprise pour qui souhaite connaître la carrière du leader communiste : les documents font défaut. Toutefois le manque de sources et de documents n'avait jusqu'ici empêché aucun récit historico-biographique. La déduction scientifique chez les uns, l'imagination et l'extrapolation chez les autres, ont pourvu les bibliothèques d'un nombre important d'études sur des personnages dont la notoriété n'a malheureusement pas été accompagnée d'une multitude de documents. D'ailleurs, ainsi que le rappelait l'*Express*, Marchais est un homme politique contemporain, sa trace n'est pas à rechercher la pioche à la main sous des décombres millénaires. Quand le même périodique précise : « Interroger les membres de sa famille ? Impossible. Ils sont tous morts », on ne peut le suivre. Cette remarque est exacte pour les ascendants du secrétaire général, elle ne tient pas pour ses autres proches (dont trois filles mariées et une ex-femme). L'impossibilité d'enquête ressort de considérations par trop évidentes, et non d'une série de deuils familiaux. Sans doute serait-il difficile d'obtenir des confidences et d'ailleurs qui connaît les communistes en général, et Georges Marchais en particulier, sait bien qu'on attirerait des représailles sur ceux dont on parviendrait à soutirer des informations si on en faisait état. Et nous ne parlons pas ici de ceux qui croient politiquement utile de garder sous clé de tels documents qui gêneraient Marchais et son parti.

Marchais, orphelin d'une biographie secrétée par son parti, frustré de l'équivalent par un monde de l'édition bourgeoise pour une fois pusillanime, a quand même rencontré des essayistes et des historiens qui se sont arrêtés devant lui. Il ne

saurait s'agir ici de relever divers portraits esquissés, parfois avec un talent perspicace, par des écrivains ou des politiques de bords variés. On doit par contre signaler, avec leurs caractéristiques, des études ou embryons d'études, sur l'homme politique Georges Marchais et son ascension. Elles ne sont pas si nombreuses que l'on ne puisse les répertorier. Celles publiées à l'étranger — car il y en a eu — ont connu le destin symptomatique d'être parfaitement ignorées en France et ne seront pas passées en revue, en dépit de leur intérêt (mentionnons très arbitrairement un long article du célèbre magazine allemand *Der Spiegel* en 1977). Les textes consacrés à Marchais en tant que phénomène historique ou carrière à transcrire relèvent d'inspirations, d'auteurs et de buts différents.

A l'imitation des grands de la finance, des P.-D.G. et des gloires de l'administration, du barreau ou de la scène, Georges Marchais figure au *Who's who in France* - édition 1977-1978, à la page 1116. On l'y trouve précédé d'un homonyme complet (pour le nom et le prénom), ingénieur-conseil et industriel, et suivi d'un autre, industriel. Le chef du parti de la classe ouvrière n'est apparemment pas gêné de ce voisinage. On sait en effet que le *Who's who* n'impose pas, au contraire, la parution d'une biographie dans ces pages à ceux qui ont acquis une réputation hors pair. On doit tenir compte aussi du fait que les renseignements portés sont, dans toute la mesure du possible, vérifiés, et qu'ils proviennent des personnes mentionnées. Il est donc possible d'attribuer au secrétaire général du P.C.F. lui-même les lignes ci-dessous.

« Marchais (Georges, René, Louis), Secrétaire général du Parti communiste français. Homme politique. Né le 7 juin 1920 à La Hoguette (Calvados). Fils de René Marchais, mineur, et de madame, née Germaine Boscher. Divorcé de madame, née Paulette Noetinger (3 enf.). Carrière : mécanicien-ajusteur à la Société nationale de construction aéronautique du Centre (1940). Secrétaire du Syndicat des métaux d'Issy-les-Moulineaux (1946). Secrétaire du Centre intersyndical C.G.T. d'Issy-les-Moulineaux (1951). Secrétaire de l'Union des syndicats des travailleurs de la métallurgie de la Seine (1953-1956). Membre du Parti communiste français (depuis 1947). Secrétaire de la

Fédération Seine-Sud (1956). Suppléant (1956) puis membre titulaire (1959) du comité central du Parti communiste français. Membre du bureau politique (1959). Secrétaire du comité central chargé du travail d'organisation (1961). Secrétaire général adjoint (fév. 1970) puis Secrétaire général (depuis déc. 1972) du Parti communiste français. Cosignataire (avec Robert Fabre et François Mitterrand) d'un Programme Commun de gouvernement de la Gauche (juillet 1972), élu député du Val-de-Marne (1^{re} circ. : Arcueil, Villejuif) (11 mars 1973). OEuvres : les Communistes et les Paysans (1972, en coll. avec Fernand Clavaud), le Défi démocratique (1973), la Politique du Parti communiste français (1974). Sport : marche à pied. Adr. prof. : 2, place du Colonel-Fabien, 75019 Paris. »

Dans l'édition précédente (1975-1976), le texte n'était pas exactement le même. Georges Marchais est l'unique membre de la direction communiste à figurer au Who's who. Il apparaît également au Who's who International ⁽⁴⁾, présenté comme « la source d'information biographique sur les personnalités les plus éminentes et distinguées dans le monde entier ». Le dirigeant ouvrier partage cette éminence et cette distinction avec un autre homme politique français, que le hasard alphabétique a disposé juste devant lui : Raymond Marcellin, l'ancien ministre de l'Intérieur, titulaire de la croix de guerre et de la médaille des évadés 1939-1945, et l'auteur de : l'Ordre public et les groupes révolutionnaires, 1969.

Les notices des Who's who international et français, la première plus courte que la seconde, ne divergent que sur un point. Dans l'International, Georges Marchais est signalé auteur de : Qu'est-ce que le P.C.F. ? - 1970, indication non portée sur le Who's who français. Quoique concis, ces résumés pratiques ne manquent pas d'intérêt, surtout du fait qu'ils émanent de Marchais lui-même, soit par rédaction, soit par approbation. La version française, un peu plus détaillée sur la carrière syndicale de l'homme politique, ne correspond pas vraiment avec le récit autobiographique fait par le secrétaire général du P.C.F., à MM. Harris et Sédouy, dans le cadre de leur enquête sur les

(4) 43^e édition, 1979-1980, p. 801.

communistes français. Leur *Voyage à l'intérieur du Parti communiste* (5) contient la transcription d'un entretien non contesté par l'intéressé. Il y a obligation de souligner ce point, en raison des nombreuses contradictions et inexactitudes que comporte ce texte. Sans parler des approximations, qui débute dès la première phrase : « Je suis né à Falaise, à 30 kilomètres de Caen. » (5) Georges Marchais est natif de La Hoguette, commune limitrophe de Falaise, et non pas dans la cité berceau de Guillaume le Conquérant. Le reste, souvent moins innocent, est à l'avenant, et nous aurons l'occasion, au cours de cette esquisse, de confronter les affirmations incluses dans cette « confession » avec les quelques certitudes existantes. En tout état de cause, André Harris et Alain de Sédouy ont recueilli le 14 juin 1974 un témoignage précieux et capital, sinon pour l'histoire du personnage Marchais, du moins pour l'idée qu'il veut donner lui-même de son itinéraire. Il est impossible de négliger, en dépit des obscurités et des omissions de ces quelques pages, cette vision de Marchais jeune par lui-même, si restreinte soit-elle.

Avant la parution du *Voyage à l'intérieur du Parti communiste* (dont les pages concernant le secrétaire général ne constituent pas le seul attrait), les confidences de Georges Marchais avait été portées à la connaissance du public par *L'Express* (6). L'hebdomadaire pris sans doute goût au sujet, car il devait y revenir quelques années plus tard. Georges Marchais voyait son passé jeté en pâture à la devanture des kiosques, cette fois à son corps défendant. La nouveauté ne résidait pas, dans la couverture de *L'Express* (7) arborant un portrait quelque peu inquiétant du dirigeant communiste. Auparavant, de multiples magazines avaient utilisé pour leur page de couverture, la physionomie du secrétaire général. Avec ou sans cravate, soucieux ou jovial, l'air renfrogné, agressif ou pensif. Bon moyen de stimuler la diffusion, même si les lignes qui lui étaient consacrées ne dépassaient pas la taille d'un paragraphe au milieu de pages de commentaires sur la politique française.

(5) Paru aux Editions du Seuil, 1975, p. 422 à 430.

(6) N° du 14-20 octobre 1974.

(7) N° du 24-30 juillet 1978.

Cette fois, ce n'était pas le cas : le visage du tribun annonçait réellement une étude sur lui. Plus surprenant encore, les deux signataires étaient tout le contraire d'amateurs. Les numéros 1411 et 1412 de *l'Express*, malgré l'hommage implicite qu'ils lui rendaient, ne plurent pas à Marchais, qui le fit savoir à plusieurs occasions avec sa vivacité habituelle.

Il est vrai que *l'Express* avait débordé, et de loin, le cadre de ce que l'on appelle depuis une dizaine d'années « l'affaire Marchais », liée à un unique épisode controversé de cette « vraie vie ». Les deux articles prétendaient poser – et contribuer à résoudre – « l'énigme Marchais », conçue comme s'étendant à la totalité du passé politique de Georges Marchais, ce qui signifiait l'examen de son passé *après* son entrée au parti. Là résidait le fait nouveau qui mettait au demeurant en cause peut être plus le P.C. que son chef actuel.

J.-F. Revel et B. Lazitch se gardaient bien de prétendre répondre à toutes les questions que leur enquête soulevait. Leur mérite essentiel se situe dans leur prise en compte d'un Georges Marchais non plus d'abord victime méprisable ou pitoyable de l'Histoire pendant la guerre, puis instrument servile de la direction du P.C. et enfin parvenu au sommet en quelque sorte par excès d'ignominie. Leur Marchais apparaissait enfin « extériorisé », capable d'appréciation et d'autonomie de jugement. Grâce à eux, Marchais prenait pour la première fois un rôle historique, intelligent, incontestable. Le deuxième article n'était-il pas intitulé : « Brouille avec Brejnev », ce qui conférait au chef du P.C. français la qualité d'acteur sur le plan international, aspect non encore traité par les auteurs qui s'étaient penchés sur le cas Marchais.

Celui-ci a très certainement perçu la différence qualitative des articles de *l'Express*, mais il ne pouvait évidemment la reconnaître. Jusqu'à juillet 1978, il ne disposait que d'essais biographiques vus à travers le prisme de son départ pour l'Allemagne, en décembre 1942, ou de descriptions forcément limitées dans des ouvrages de compilation, qui ne visaient pas à réécrire trente années du P.C.F. à travers son personnage.

Il faut s'arrêter devant la réaction de Marchais aussitôt après

la parution de sa « vraie vie » dans *l'Express*. Après quatre jours de réflexion, *l'Humanité* du mardi 25 juillet 1978 publiait en page 3 un encadré intitulé : « *Quand la fin justifie les moyens* », prise de position non signée, mais ne pouvant émaner que du secrétariat du parti. « *Revel et Lazitch attaquent de façon ignominieuse la personne de Georges Marchais et la mémoire de dirigeants disparus : Maurice Thorez, Jacques Duclos et Laurent Casanova. Pour cela, ils n'ont eu à faire ni reportage ni œuvre de création. Ils se sont contentés de colporter des ragots mensongers et malveillants. De semblables procédés déshonorent leurs auteurs ainsi que les publications qui s'en font les porteurs... Au travers de la personne de Georges Marchais, c'est évidemment l'ensemble des communistes qui est visé. Au-delà même de notre Parti, la haine de classe des Revel, des Lazitch et de leurs semblables vise les travailleurs et, en particulier, les ouvriers pour lesquels ces hérauts de la bourgeoisie ont des mots d'un mépris significatif.* »

L'article de *l'Express* était aussi qualifié d'« abject », de « triste besogne » de « calomnie ». Les arguments employés étaient très judicieusement choisis, en particulier la « récupération » de Laurent Casanova et l'identification de Marchais, non seulement au parti, mais à « l'ouvrier ». Une autre rhétorique aurait pu être employée, et l'on y a certainement songé place Fabien, comme l'indique cet incident symptomatique : le 14 janvier 1979, eut lieu un Club de la presse à Europe 1. Tandis qu'il quittait le studio, Jean-François Revel fut pris à partie par Georges Gosnat (trésorier du P.C.F.) sur le thème : « Vos histoires de fric, on les connaît. »⁽⁸⁾ L'inconvénient du procédé eut résidé dans le retentissement supplémentaire ainsi fourni à l'étude de *l'Express*. Rapidement, Marchais mit un point final à l'affaire au cours d'une conférence de presse le 3 août au cours de laquelle il fit part, d'un ton mesuré, de son indignation, et « récupéra », en bon dialecticien, l'article : « *Un proverbe arabe dit : "On ne jette jamais la pierre à un palmier stérile." Quand la bourgeoisie m'attaque, je me sens bien dans*

(8) *Le Matin*, 16 janvier 1979 : « Quand Marchais insulte la presse ».

ma peau de communiste et de secrétaire général du Parti. » L'incident était apparemment clos.

Auguste Lecœur a été de ceux très rares qui, à travers « l'affaire Marchais », ont cherché à aller plus loin. Partie au long procès qui opposa le secrétaire général du P.C.F. à des adversaires sélectionnés de manière privilégiée par ses conseils, il a disséqué et groupé avec soin les tenants de cette bataille juridique dans un chapitre intitulé : « *Georges Marchais – La continuité dans le changement* » de son P.C.F. – *Continuité dans le changement – De Maurice Thorez à Georges Marchais* (9). Cela ne l'a pas empêché de poser des questions d'ordre général et de définir le problème fondamental : « *Le passé, le comportement moral et politique, le degré d'honnêteté intellectuelle d'un homme qui, à la tête de son parti, prétend au gouvernement de la France, intéressent tous les Français. De Thorez, rien n'était ignoré ; l'auteur du dernier livre qui lui a été consacré, Philippe Robrieux, n'a négligé aucun détail. Il est remonté aux origines de sa procréation, il a supposé qu'il était puceau le jour de son mariage, il a parlé longuement de ses servitudes domestiques – le fil conducteur étant l'homme politique...* » Et Lecœur constate à quel point l'imprécision est par contre répandue sur l'ascension de Marchais, dont il souligne la rapidité. Il en brosse un tableau dense en quelques pages impitoyables.

Certains pourraient être tentés de récuser Auguste Lecœur par suite de son ancienne position à la direction du P.C.F. N'a-t-on pas vu récemment deux auteurs, prétendant faire œuvre d'historiens, frapper à priori de discrédit le témoignage de Charles Tillon sur un point d'histoire du parti, sous prétexte que le célèbre mutin de la mer Noire de 1919 était... un ancien dirigeant communiste (10). Un minimum d'objectivité oblige à

(9) Paru chez Robert Laffont en 1977.

(10) Hertzog et Grisoni dans *Les Brigades de la Mer*, livre qui doit presque tout à la coopération bienveillante du P.C.F. et pas grand-chose à l'esprit critique nécessaire pour le sujet abordé. Le malheur a voulu de plus que Hertzog et Grisoni ne connaissent presque rien de l'histoire de la Troisième Internationale. Ils vont jusqu'à transformer le Bulgare Dimitrov, figure quasi légendaire du « Komintern », en chef... du P.C. allemand !

tenir compte de l'analyse de Lecœur, précisément en raison des responsabilités qu'il a occupées au P.C. Et ce n'est pas l'effet du hasard si Marchais — ou plutôt ses conseils, a porté plainte contre celui qui fut le dauphin de Thorez. Que Lecœur ait pris en quelque sorte une revanche personnelle contre les chefs du P.C. à l'occasion de l'« affaire Marchais », c'est certain. Que son irremplaçable connaissance des mécanismes du parti à l'époque où Marchais y fait ses classes s'en trouve annihilée, personne ne peut le soutenir avec sérieux. Certes, on a affirmé qu'à l'époque où il était l'espoir du parti, il avait manqué à Lecœur « bien des dons, autres que ceux de l'homme d'action ». Il n'est pas inintéressant de connaître l'opinion sur Marchais de ceux qui jugent ainsi Lecœur.

Jacques Fauvet et Alain Duhamel, puisque c'est eux dont il s'agit, ont publié en 1977 une nouvelle édition, en un seul volume, de leur *Histoire du P.C.F.* (11). Ils pouvaient jauger la dimension d'ores et déjà historique de Marchais à partir de faits tangibles, tels son appartenance et ses activités au Bureau politique depuis 1959, et sa position à la tête du P.C. depuis six années au moment de la réédition de leur « Histoire » revue et augmentée. Dans le chapitre : « Le XX^e Congrès et Budapest », Marchais fait une première apparition, par le biais d'une note. Celle-ci concerne d'ailleurs les écrivains communistes exclus du P.C. pour avoir désapprouvé l'intervention soviétique en Hongrie en 1956. L'essentiel du communiqué de la Fédération Seine-Sud condamnant Claude Roy est cité, ainsi qu'un numéro des *Temps Modernes* reproduisant le point de vue de l'écrivain sur la répression à Budapest. C'est dans le chapitre : La défaite de 1958 et le gaullisme, que Georges Marchais entre vraiment en scène, à l'occasion du XV^e Congrès (juin 1959) : « *Un seul nouveau suppléant, un ancien métallo de trente-neuf ans, syndicaliste et secrétaire de la Fédération de la Seine-Sud (celle de Maurice Thorez), Georges Marchais. Au Congrès de 1956, il n'était que membre suppléant du Comité central et le voici qui accède directement au Bureau politique.* » Une petite précision :

(11) Publiée chez Fayard, collection des Grandes études contemporaines.

Georges Marchais n'est plus syndicaliste depuis le début de 1956. Au XV^e Congrès, il est intervenu au seul titre de secrétaire fédéral, de même qu'au XIV^e en 1956, il était devenu membre du Comité central de cette unique, mais suffisante, qualité. Après avoir noté en Roland Leroy un « homme qui monte », les auteurs concluent : « Avec Georges Marchais et Roland Leroy, la direction thorézienne prépare discrètement la relève des deux hommes qui lui donnent bien du souci, Marcel Servin et Laurent Casanova. » A propos de l'affaire Servin-Casanova, le nom de Marchais resurgit, ⁽¹²⁾ à nouveau accolé à celui de Roland Leroy : « Mais la direction (du parti) les ⁽¹³⁾ renvoie à deux jeunes, Georges Marchais et surtout Leroy. » Quand il est question du XVII^e Congrès (mai 1964) ⁽¹⁴⁾ une description de Marchais est introduite : « (aux côtés de Waldeck Rochet, nouveau secrétaire général) Georges Marchais secrétaire à l'organisation depuis 1961 dirige l'appareil et fait figure de numéro deux. A cette époque, il lui reste encore beaucoup à apprendre, son contact est rugueux, son éloquence modeste. Mais son énergie, sa puissance de travail et son autorité, bref ses qualités d'homme de l'intérieur, compensent ses lacunes d'homme public. » Ensuite, Marchais est mentionné incidemment aux pages 523 et 528, une phrase de lui au XVIII^e Congrès est épinglée aux pages 535-536 : (il ne doit pas être question) « d'opposer nos efforts pour l'entente entre tous les partis de gauche à la nécessité de travailler avec plus de vigueur encore au renforcement du Parti lui-même. » Mai-juin 1968 arrive : « Le fleuve gauchiste... monte. Il faut faire donner la grosse artillerie. C'est le secrétaire à l'organisation le numéro deux, Georges Marchais, qui, dans l'Humanité, est chargé de l'exécution. Il déchaîne ses foudres, fait le procès en règle des gauchistes, concentre son tir sur "l'anarchiste allemand Cohn-Bendit", une expression qu'on n'a pas fini de lui reprocher, dénonce les "faux révolutionnaires" qui font le jeu du pouvoir et exhorte ses troupes à "isoler les groupuscules". Cette fois la

(12) P. 491.

(13) Pronteau, Kriegel-Valrimont, Servin.

(14) P. 520

guerre est ouverte » (p. 548). Fauvet et Duhamel relèvent aussi que ce « fameux article » de Georges Marchais a été « beaucoup critiqué » par Roger Garaudy, encore membre du Bureau politique.

Au moment de l'invasion de la Tchécoslovaquie le 21 août 1968 par l'U.R.S.S. et ses alliés, le directeur du *Monde* et son collaborateur notent que « Georges Marchais est en vacances en Roumanie », puis qu'il fait partie de la délégation du P.C.F. qui discute de la « normalisation » consécutive à l'occupation militaire avec la direction du P.C. soviétique en novembre. Dans leur troisième (et dernière) partie, le Programme commun – 1970-1976, ils consacrent un peu plus de deux pages au nouveau patron du P.C. qu'est devenu depuis fin 1970 Georges Marchais. Le portrait qu'ils en tracent, contrasté et vivant, est séduisant : ⁽¹⁵⁾

C'est un personnage vigoureux et contesté. En 1970, il va avoir 50 ans. Il a une stature de grenadier de la garde, le poil noir, le regard impérieux, une physionomie toute en autorité et en volonté. Avec cela le verbe haut, un langage dru, familier – parfois trop – un visage modelé plus en puissance qu'en grâce mais expressif. Il peut être jovial, mais il se ferme vite et lorsqu'il n'est pas content, cela se voit et s'entend. Quand on prend en main les commandes du Parti, les critiques ne lui sont pas épargnées. Les uns en font un apparatchik sans talent, les autres le décrivent comme une créature des Soviétiques. On remarque déjà qu'il n'a adhéré au Parti qu'après la guerre, en 1947, et qu'à une époque où Georges Séguy allait être déporté et où Roland Leroy prenait tous les risques dans la Résistance, lui, comme ouvrier qualifié de l'aéronautique, avait travaillé en usine en Allemagne.

Voilà pour les aspects négatifs tels qu'ils étaient connus à l'époque. Il n'en manque aucun : Caractère très autoritaire, adhésion « tardive », non participation à la guerre, séjour allemand.

En fait, Georges Marchais vaut sans doute mieux que toutes ces caricatures. Ce Normand qui a l'air tout d'une pièce sait

(15) P. 574.

Dans sa *Lettre ouverte aux hommes politiques*, Pierre Viansson-Ponté, a établi ce constat : *"La vie de Marchais, on pourrait la raconter de plusieurs façons différentes, si différentes qu'on en viendrait vite à se demander s'il s'agit bien du même personnage."*

Face aux contradictions sur les périodes controversées de la carrière du secrétaire général du P.C.F., il s'est adressé à lui en ces termes : *"Comment voulez-vous après cela qu'en toute bonne foi on ne se demande pas ce que vous cachez de si grave, de si honteux, à coup de silences contraints, d'explications contradictoires et confuses, et si vous n'avez pas bien d'autres secrets ?"*

Une telle interrogation est demeurée sans réponse, même lorsque la Justice eût à se pencher sur le dossier du jeune mécanicien pendant la guerre. Pourtant, le temps de l'Occupation n'est pas la seule énigme du dynamique dirigeant, qui aime s'adresser franchement à ses compatriotes. Son propre parti n'a de lui qu'une biographie en cinq lignes : des promotions successives. Avant, et même pendant, cette progression vertigineuse, que de zones d'ombre...

Chercher à décrire la montée d'un villageois normand sur Paris, puis son passage de l'usine à la politique, alors même que les contemporains de cette ascension sont encore les nôtres, s'avère plus difficile que de se livrer à des fouilles archéologiques.

BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE



3 7502 00744153 0

Ⓔ

Editions ALBATROS
14, rue de l'Armorique
Paris 15

Participant d'une démarche de transmission de fictions ou de savoirs rendus difficiles d'accès par le temps, cette édition numérique redonne vie à une œuvre existant jusqu'alors uniquement sur un support imprimé, conformément à la loi n° 2012-287 du 1^{er} mars 2012 relative à l'exploitation des Livres Indisponibles du XX^e siècle.

Cette édition numérique a été réalisée à partir d'un support physique parfois ancien conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal. Elle peut donc reproduire, au-delà du texte lui-même, des éléments propres à l'exemplaire qui a servi à la numérisation.

Cette édition numérique a été fabriquée par la société FeniXX au format PDF.

La couverture reproduit celle du livre original conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal.

*

La société FeniXX diffuse cette édition numérique en vertu d'une licence confiée par la Sofia – Société Française des Intérêts des Auteurs de l'Écrit – dans le cadre de la loi n° 2012-287 du 1^{er} mars 2012.

Avec le soutien du

